

Al. H. Reynaud

**L'unité de direction a fait un grand pas :  
L'Italie a déjà cessé tout commerce avec l'Allemagne.**

# L'ŒUVRE

14, Rue Drouot  
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51  
Après minuit : GUT. 50-59

Directeur :  
**GUSTAVE TÉRY**

**ABONNEMENTS**  
1 An 18 fr. 6 Mois 9 fr. 3 Mois 4 fr. 50 1 MOIS 1 fr. 50

## Lettres du Front

### LES PENSEURS GRAVES

Depuis dix-neuf mois de guerre, je n'avais pu encore aller au pays natal revoir les paysages familiers, au milieu desquels la tradition dédie les événements ; au pays où l'on se connaît de père en fils et où, aux heures historiques, s'échangent sur les plus troublantes transformations du monde des calmes réflexions.

J'y suis allé : j'ai vu mes chers paysans, réfléchis et pondérés ; j'ai causé familièrement, longuement, avec ceux dont les fils se battent et qui, loin de la fièvre des villes et de l'étonnante activité, conservant au cœur, sans trahir leur émotion, l'angoisse poignante de leurs inquiétudes personnelles, jugent, en penseurs graves, les combats de l'Europe et les faits de la grande lutte déchaînée.

De tout ce qu'on leur a dit, ils n'ont cru que ce qu'ils devaient croire, et leur bon sens leur a fait saisir l'information juste parmi les nouvelles tendancieuses.

Journalistes aux optimismes lâches et improductifs, qui avez cru, au début de la guerre, pouvoir les traiter en mineurs, qui jugiez mal, du fond de vos salles de rédaction, leur perspicacité tenace, ce n'est pas pour eux que vous avez écrit ! Ils ne vous ont compris que quand vous disiez vrai et que vous vous efforciez de révéler, dans ses sources profondes, pour l'organisation nécessaire, l'énergie nationale.

Parlementaires, quand vous avez négligé de discuter les grands problèmes nationaux, ils n'ont pas compris vos séances d'apparat, moins encore quand vous avez apporté à la tribune française des pensées triviales et le désordre d'infimes questions. Mais ils suivent avec attention le travail soutenu et discret de vos commissions.

Ils sont juges, et bons juges, parce qu'ils réfléchissent : ils n'ont pas hâte d'apprendre le faux ; de leur champ, chaque jour, ils observent la progression lente du soleil et savent que l'heure de *savoir*, en son temps, arrive.

Ils n'ont pas besoin pour vivre des nouvelles rapides, heurtées, contradictoires, servies au jour le jour, qui font causer les citadins : ils ne pensent pas avec leurs nerfs : l'écho qui justement leur apportait le bruissement des entrevues romaines, la description de leur décor, le chatolement des enthousiasmes populaires et les louanges emphatiques des historiographes les laissent indifférents, parce qu'ils ignoraient quels en seraient les effets réels.

En écoutant les discours que mes paysans tenaient, je songeais au forum antique, et aux sobres paroles que la pure langue latine permettait aux Romains conquérants, paysans comme eux.

Admirais leurs déductions serrées : sans se payer de mots, sans se leurrer d'idées, ils raisonnaient en vigoureux logiciens ; dépeignant les événements de toutes leurs contingences et faisant courageusement la part de ce qu'ils ignoraient, de ce que peut-être autant qu'eux tout le monde ignore, ils portaient sur toutes choses de sains jugements.

Et puis ils savent plus que d'autres parce qu'ils écoutent et observent...

Leurs fils, les permissionnaires, sont revenus plusieurs fois déjà se faire choyer et fêter ; émancipés soudain, ils se sont chargés de raconter à ceux qui n'ont rien vu : ils ont narré à ces travailleurs du sol comment sur la ligne de feu s'organisait la résistance ; comment, pour défendre la terre française, ils l'avaient fouillée et hérissée d'obstacles ; comment, soutenus par l'espoir d'en chasser l'ennemi, ils sortaient des tranchées pour l'attaque. Ils ont fait le récit des moindres détails de leur vie, expliqué l'utilité de tout... puis subitement ils se sont tus...

Les vrais combattants ne racontent pas l'horreur des champs de bataille et les douloureuses agonies.

« Tu n'as pas besoin de savoir cela : c'est notre affaire, » répondait un guerrier de dix-huit ans que sa mère pres-

sait de questions... Mais la mère avait compris.

Nos paysans, eux aussi, ont compris : ils ont mesuré l'étendue du sacrifice. C'est pourquoi ils y sont prêts tout entiers : en eux s'incarne la résistance de la terre de France.

Eperon

## Hors de France

### LA PRIÈRE DU TAPIR

Jene crois pas qu'un seul Français lise, sans une espèce de haine, le toast du tsar Ferdinand au banquet que lui offrit l'archiduc Frédéric.

De tous les chefs de peuples qui ont pris parti contre nous, Ferdinand est le plus hideux. Les autres, ou bien font leur métier de Boches, ou bien, retombés en enfance comme François-Joseph et le sultan, sont les jouets d'un ministre ambitieux et sans scrupule comme le comte Tisza et Enver bey. Ferdinand seul s'est décidé librement, tortueusement. Nous avons gardé de sa trahison l'impression de souillure que pouvait laisser à Jésus-Christ le souvenir du baiser de l'Isca-riote. Car il ne nous a reniés qu'après nous avoir jaugés, pesés et soupesés. Il nous a fait tourner et retourner devant lui comme on achète un âne ou un tapis au marché. Puis il nous a rejetés dédaigneusement et il a couru se prosterner devant notre ennemi, parce qu'il l'a estimé le plus fort, trouvant ainsi le secret de nous infliger une défection qui fut une humiliation.

Cela, nous ne l'oublierons jamais ! Tant qu'il y aura sur terre un Français et un Anglais ayant le sens de l'honneur, il n'y aura pas de paix pour le tsar bulgare. Je ne crois pas que les Russes et les Serbes aient de très bons sentiments pour lui, mais je lui garantis ceux des Français et des Anglais. Des millions et des millions d'hommes se sentiraient aujourd'hui personnellement déshonorés, si le soufflet qui leur a été donné par ce malheureux à Sofia restait invengé. On se réconcilierait avec tous les autres, avant de se réconcilier avec lui. On pardonne un coup d'épée, on ne pardonne pas un crachat.

Le Cobourg, bien entendu, n'a pas la moindre idée qu'il puisse nous dégoûter à ce point. Il est content d'avoir bien réussi l'assassinat de la Serbie. Ecoutez-le faire sa prière, en levant son verre de champagne vers son gros nez de tapir, tout gonflé de joie gourmande :

« Je prie le Tout-Puissant, qui a béni l'œuvre de nos armes d'une façon si remarquable jusqu'à présent, de nous accorder aussi à l'avenir ses bénédictions jusqu'à la fin victorieuse de cette lutte, qui nous a été imposée par des ennemis astucieux. »

Le poète Baudelaire se demandait :

Qu'est-ce que Dieu fait donc de ce tas de  
[blasphèmes]

Qui montent jusqu'à Lui ?...

Le fait est que les prières du doux Guillaume II au Dieu d'amour de l'Evangile étaient déjà d'un joli cynisme. Si le tapir papélar de Sofia y joint les siennes, même pour le vieux Dieu allemand, il y a de quoi démissionner !

Maurice de Waleffe

## Les Communiqués

### ACTIONS D'ARTILLERIE

15 heures.

En Champagne, nous avons repris une partie des éléments avancés occupés par l'ennemi le 13 février, à l'est de la route de Tahure à Somme-Py.

En Lorraine, quelques contacts de patrouilles dans le secteur de Reillon. Nuit calme sur le reste du front.

23 heures.

Journée relativement calme. En Artois, nos canons de tranchées ont exécuté des tirs sur les organisations ennemies aux abords de la route de Lille. A l'ouest de l'Oise, nos batteries ont bombardé un train et un convoi de ravitaillement en gare d'Epagny, nord de Vic-sur-Aisne.

Au nord-est de Soissons, tirs de destruction sur des ouvrages allemands. En Argonne, à la Fille-Morte, nous avons fait sauter une mine dont nous occupons l'entonnoir.

En Haute-Alsace, au cours de la journée, notre artillerie a tenu sous son feu les positions allemandes à l'est de Seppois.

## L'INÉGALE INFORTUNE

Les rescapés du torpillage du *Ville-de-la-Ciotat* ont lu avec beaucoup d'intérêt le discours prononcé par le ministre de l'Intérieur aux funérailles des victimes du zeppelin. Ils ont appris avec satisfaction que le Gouvernement avait pris les mesures nécessaires pour secourir les survivants de ce raid que nous n'avons su empêcher.

Mais l'hommage qu'ils ont ainsi rendu à la bonne volonté de nos gouvernants ne les a pas empêchés, faisant un retour sur eux-mêmes, de constater qu'il est parfois moins terrible d'être victime de la piraterie boche dans les airs que sous les flots. En effet, alors que les malheureuses familles éprouvées par les bombes allemandes ont reçu des marques effectives de la sympathie officielle, les pauvres naufragés du *Ville-de-la-Ciotat* en sont encore à attendre le plus petit secours.

Il faut avoir le courage de révéler ces choses, si peu encourageantes qu'elles soient. Non seulement les autorités ne se sont pas occupées des rescapés à leur arrivée à Marseille, mais la compagnie à laquelle appartenait le vapeur torpillé semble avoir voulu les ignorer jusqu'au bout. Voici, du reste, le récit émuant que nous a fait des vicissitudes qu'ils ont eu à subir l'un de ces survivants :

« Sans argent, vêtus pour la plupart d'habits de fortune, empruntés en cours de route, nous dûmes nous diriger, dès notre arrivée à Marseille, vers le commissariat central de police. Comme nous étions au 1<sup>er</sup> janvier et que la police marseillaise fête dignement le jour de l'an, nous trouvâmes portes closes. Expédiés alors sur la préfecture, à pied naturellement, nos moyens ne nous permettant pas le tramway, nous arrivâmes après une promenade de trois kilomètres, juste pour apprendre qu'un certificat de la police de la rade nous était nécessaire. Trois kilomètres encore et, à la rade, on nous déclara que la pièce exigée ne pouvait être délivrée que sur le vu d'une attestation de la compagnie maritime. Mais ces allées et venues nous ayant demandé beaucoup de temps, il faisait nuit, les bureaux étaient fermés et nous dûmes, en attendant le lendemain, mendier un gîte que tous n'obtinrent pas et nous serrer la ceinture. Le lendemain se trouvait être un dimanche ; l'employé de service, ignorant les commodes et les dossiers, nous pria tout simplement de revenir le lundi. Il nous fallut recommencer à tendre la main, à implorer un grabat et à serrer d'un nouveau cran notre ceinture. Et depuis nous attendons qu'on daigne enfin nous assister un peu ! »

Cette déclaration est assez triste pour se passer de commentaires. Nous n'ignorons pas que, sur l'initiative de la compagnie de navigation propriétaire du bateau torpillé, une messe de *Requiem* a été dite à la mémoire des quatre-vingt-six disparus. C'est quelque chose.

Ce n'est pas assez.

## Les mufles

### L'Auteur

L'auteur entra dans le bureau de M. Quinson sans frapper. Furieux, d'ailleurs.

— Mon cher, vous êtes extraordinaire ! Sans seulement me prévenir, vous remplacez la petite Rainette par la première oseille venue, si bien que ses trois scènes se fichent par terre.

M. Quinson eut un geste las. — Je sais ! Rainette a prévenu hier soir à cinq heures qu'elle était malade : l'administration a fait pour le mieux...

Mais l'auteur était déchaîné : — Vous appelez ça pour le mieux ! vous n'êtes pas dur ! A quoi pensez-vous si on ne pense pas aux doubles dans votre boîte ?

Quinson murmura dans un soupir : — C'est la guerre !

— La guerre ! vous me faites rigoler avec la guerre. Est-ce que je suis mobilisé ? est-ce que votre régisseur est mobilisé ? est-ce que la petite Rainette est mobilisée ?... Et vous, vous aussi, vous êtes là !

— Pour l'instant ! mais j'ai été mobilisé quelques mois et il y a beaucoup de chances pour qu'on me rappelle prochainement.

L'auteur changea de couleur : — Vous ?

— C'est comme j'ai l'honneur de vous le dire !

L'auteur devenait dramatique : — Ils se fichent de tout le monde, au

ministère ! Qu'est-ce que vous avez l'intention de faire ?

— De partir, parbleu !

— Nous voilà dans de beaux draps !

D'ailleurs, mon cher, permettez-moi de vous dire que vous vous conduisez dans tout ceci avec une inconcevable légèreté !

— Moi ? dit Quinson.

— Parfaitement, vous ! on ne prend pas tous les théâtres de Paris quand on est à la merci de l'autorité militaire. Et si vous partez, vous fermez ?

— Nécessairement !

— Tous vos théâtres ? c'est-à-dire tous les théâtres de Paris, ou à peu près !

Alors, nous, nous les auteurs, qu'est-ce que nous devenons ? Et quand je dis « nous », c'est à moi que je pense. Dans les choux ! Je n'ai plus que la ressource de crever la faim, parce que Quinson qui détenait les théâtres a renoncé à un beau matin à les exploiter et juge préférable d'aller se faire casser la figure sur le front.

— Oh ! oh ! fit Quinson, pacifique.

— Et pour épater qui ?

Le directeur se leva nonchalamment :

— Enfin, il y a beaucoup d'auteurs qui n'ont pas été joués depuis la guerre...

— Parbleu, ils sont dans les tranchées, ils n'ont pas besoin d'argent, tandis que moi...

Quinson conclut :

— Je n'y peux rien ! que voulez-vous que je fasse ?...

— Si ! interrompit l'auteur qui avait ses idées, comme tous les auteurs. Vous pouvez vous faire mobiliser sur place. Mais oui ! Il faut des canons, des munitions, des aéros, c'est entendu ; c'est pour le front ! Mais pour l'arrière, il faut des distractions, des choses gaies, des revues, des pièces, de bonnes pièces, les miennes !

Voilà ce qu'il faut si l'on veut que les civils tiennent ! Vous avez votre mission comme j'ai la mienne. Allez trouver le ministre, mon cher, et au galop : il faut que vous le fassiez comprendre... et il comprendra, je vous en réponds.

Vous croyez ? dit Quinson avec un inimitable accent du Midi.

— Parbleu !

Et à mi-voix, en enfilant la plus tiède des pelisses, l'auteur ajouta : « C'est très joli, la guerre ; mais il ne faut tout de même pas penser qu'à ceux qui se battent ! »

Jacques Baudier

## Propos d'un grincheux

### La Gaffe

Les Allemands ont lancé des bombes sur la basilique de Ravenne. Ils ont détruit le porche de ce sanctuaire que fonda Théodoric et où sans doute s'agenouilla Charlemagne, avant de ceindre le bandeau d'exarque. Je ne sais si les professeurs d'outre-Rhin applaudiront à ce haut fait. J'ai de la peine à n'y pas voir une très lourde maladresse : une gaffe, si vous aimez mieux.

Aux premiers jours de la guerre, nos ennemis prétendirent soumettre l'univers par l'effroi. Et ils avaient trouvé un argument : « Mieux vaut, disaient-ils, une courte atrocité qu'un lent massacre. »

Affreuse logique, mais logique.

Aujourd'hui, quel fruit peuvent-ils attendre de leur barbarie ?

Une haine renouvelée, et la conviction supplémentaire qu'entre eux et nous rien n'est commun. En outre, l'indignation réchauffée des neutres.

Ce sont des sots.

Le bombardement de la cathédrale de Reims, l'assassinat de miss Cavell passent sur l'Allemagne autant qu'une défaite. Lorsqu'un officier allemand, perché sur la petite murse évanouie, lui casse la tête à coups de pistolet, l'univers frémit. L'univers, même celui des commerçants pratiques et des courtiers en cuire.

Ils font des projets, les Allemands ! Ils disent : « Après la guerre, nous étendrons notre industrie. »

Après cette guerre-là, non.

Le moindre commis-voyageur allemand se trouvera responsable de l'infamie de sa nation. Il peut plaire à quelques pauvres naïfs comme M. Vandervelde de distinguer entre l'Allemagne et le kaiser, entre le peuple allemand et ses dirigeants. Mais nous tous, la paix venue, voyant paraître un Allemand, nous nous dirons : « Il était de la bande qui tuait les femmes et démolissait les œuvres d'art. Si d'aventure il n'a rien fait, c'est qu'il n'était pas de service. »

L'Allemagne mourra de l'horreur qu'elle sème.

Encore une basilique ? Quels idiots !

Albert Savarus

## La guerre navale

### La prochaine surprise ?

Il y a quelques jours, l'archiduc Charles-Stephen, commandant en chef de la marine impériale autrichienne, accompagné de son état-major, est arrivé à Berlin pour discuter avec l'amiral von Tirpitz et le prince Henri de Prusse la coordination plus parfaite dans l'action navale austro-allemande. Les grands chefs des deux marines des empires centraux se sont rendus ensuite à Kiel et à Wilhelmshafen.

Le champ des hypothèses est ouvert aux chercheurs et déjà l'un d'eux, plus imaginatif que raisonnable, n'hésite pas à déclarer que la flotte allemande rompra bientôt le blocus, forcera le Pas de Calais et, après avoir défilé devant tous les ports anglais et français de la Manche, fera route à toute vitesse sur le détroit de Gibraltar, qu'elle franchira avec une vitesse encore plus grande, pour surprendre les flottes alliées en Méditerranée, les battre et faire de ce grand lac latin un étang germano-autrichien.

C'est de la haute fantaisie. Mais on est maintenant si habitué aux choses les plus fantastiques que la première impression n'est pas du tout l'incrédulité et que l'on entend dire : « Avec ces gens-là, il faut s'attendre à tout. »

Les enseignements de cette guerre, sur terre et sur mer, ne nous laissent aucun doute sur la hardiesse de nos ennemis. Nous devons donc croire que cette conférence des grands chefs des flottes d'Allemagne et d'Autriche sera suivie d'un acte.

Il ne faut pas perdre de vue que la flotte de guerre allemande est intacte et plus forte qu'au commencement des hostilités, puisque les quelques pertes qu'elle a subies ont été compensées et au delà par des navires neufs entrés en service. Il ne faut pas oublier non plus que cette flotte représente une puissance considérable que les Anglais ont toujours estimée à sa valeur et qui a motivé l'accroissement des forces navales britanniques.

La flotte anglaise, qui vient d'être renforcée de quatorze cuirassés de premier rang, est très supérieure en nombre à la flotte allemande, avec laquelle elle a le plus grand désir de se mesurer. Mais les batailles navales ne se livrent pas aussi facilement qu'on le pense. Les adversaires n'engagent pas d'un seul coup toutes leurs forces. Le combat naval peut masquer ou faciliter une opération dont on escompte les avantages au point de vue général de la conduite de la guerre.

Les Allemands projettent peut-être de faire un raid de bombardement sur les côtes anglaises ou les nôtres, ou bien, à la faveur d'un engagement, de favoriser le passage d'une escadre de croiseurs destinés à jeter la perturbation dans l'immense trafic maritime des puissances alliées.

Que l'on ne vienne pas surtout soulever l'objection du ravitaillement impossible de ces navires parce que les Allemands ont perdu toutes leurs colonies. On peut être certain que, s'ils ont décidé de faire une telle expédition, ils en ont prévu les moindres détails.

Nous sommes maîtres de la mer et cette maîtrise nous assurera la victoire à condition que nous ne nous laissions pas surprendre une fois de plus. Veillons au grain.

Raymond Lestonnat

## LA CRISE DU PAPIER

### Réunion des directeurs de journaux

Conformément à la décision prise le 11 février dernier par les représentants des journaux quotidiens assemblés en un groupement des intérêts économiques de la presse française, la commission chargée d'étudier les moyens d'enrayer très rapidement et très énergiquement la crise qui sévit actuellement sur la fabrication et l'importation du papier s'est réunie hier matin, au siège du syndicat de la Presse républicaine départementale, 22, rue de la Chaussée d'Antin.

Assistaient à cette réunion : MM. Adeline (la Dépêche de Rouen), Bailly (l'Intransigeant), Bergaud (le Petit Journal), d'Hubert (l'Echo de Paris), J. Dupuy (le Petit Parisien), Ch. Humbert (le Journal), Réal (Association de la Presse républicaine départementale), Renaudel (l'Humanité), Sapène (le Matin), G. Téry (l'Œuvre), Viguier (le Moniteur de l'Oise), Schœller (le Matin), secrétaire, et Crolard, président intérimaire du Syndicat professionnel de l'Union des fabricants de France.



Cette réunion a permis aux représentants des quotidiens français d'affirmer l'esprit de complète solidarité professionnelle qui les anime en même temps que leur désir très nettement exprimé de ne rien négliger pour que la presse française continue à recevoir de la Presse les informations et les renseignements dont il ne saurait se passer dans les circonstances actuelles.

La commission, prenant acte d'un accord existant déjà entre le Journal, le Matin, le Petit Journal et le Petit Parisien, accord aux termes duquel ces journaux paraîtront désormais sur un nombre maximum de pages fixé dès à présent à quatre pages cinq jours par semaine, et à six pages les autres jours, a remis à une prochaine séance l'examen plus approfondi de la limitation du nombre de pages.

Sur la proposition de M. Charles Humbert, il a été en outre convenu que les journaux possesseurs de stocks importants de papier en mettraient dans la mesure du possible une partie à la disposition de ceux de leurs confrères qui se trouveraient momentanément dans l'impossibilité d'assurer leur tirage ; cette partie a été fixée au maximum de 1/5 des stocks. Enfin, deux sous-commissions, composées, l'une de MM. Ch. Humbert (le Journal), Bailby (l'Intransigeant), Renaudel (Humanité), Schoeller (le Matin), secrétaire, et l'autre de MM. Renaudel (l'Humanité), Téry (l'Œuvre), Réal (Association de la Presse républicaine départementale), Schoeller (le Matin) secrétaire, et chargées chacune d'un mandat déterminé, ont été désignées pour agir d'urgence dans le but de parer aux besoins les plus immédiats de la Presse quotidienne. M. d'Hubert (Echo de Paris) sera adjoint à l'une de ces sous-commissions qui doit se rendre prochainement à Londres.

La commission se réunira de nouveau au siège social du syndicat de la Presse républicaine départementale, le mardi 22 février à 10 h. 1/2 du matin. Quant à la seconde réunion du groupement des intérêts économiques de la Presse française, réunie au cours de laquelle la commission fera connaître les premiers résultats de ses travaux, elle aura lieu à la Société des ingénieurs civils de France, 19, rue Blanche, le vendredi 25 février, à 2 heures du soir.

## La question persane ET LA GUERRE

Les peuples et les gouvernements d'Orient ont toujours joué de la division des grandes puissances. Ce principe régit particulièrement les affaires et la politique persanes qui peuvent se résumer ainsi :

En Perse, on s'est cru présumé contre toutes les mauvaises chances par les sympathies de la Russie et de l'Angleterre agissant les unes dans un sens les autres dans un autre, de telle sorte qu'elles doivent se faire contre-poids dans les pires éventualités.

L'Allemagne, de tout temps et particulièrement depuis l'entrevue de Potsdam, a pensé et pense encore que les conflits d'intérêts qui existent entre l'Angleterre et la Russie en Asie offrent certainement la possibilité de gêner ou même de contrecarrer les actions communes de ses adversaires.

Pour les Allemands, la Perse est un champ de bataille, pour la diplomatie française il n'y a à Téhéran que des instructions négatives appliquées plus négativement encore. Les Persans « ententophiles » et surtout les Persans francophiles se perdent en conjectures sur les raisons du sommeil ententiste et du sommeil français. Et pourtant l'Iran est le point de convergence et de concentration des lignes transcaucasienne, transaspénienne et transpersane qui mettront en communication l'Europe et l'Asie par une ligne ininterrompue. Aujourd'hui toute l'action turco-allemande dans l'Empire des chahs repose sur la communication du Bagdad qui relie Stamboul à Ispahan, et le grand effort que va tenter von der Goltz en Mésopotamie sera dirigé vers la Perse. Il faut donc maintenir l'entreprise du chemin de fer indo-européen à l'abri des tentatives turco-germaniques contre tout essai de monopolisation et d'exploitation du pangermanisme sur les grandes routes de l'activité humaine. Il faut assurer la sauvegarde des deux grandes voies du monde : de Berlin à Salonique ; de Berlin au golfe Persique.

Tel est le sujet du nouveau livre de M. G. Demorgny, juriste, déjà apprécié pour une excellente étude sur la question du Danube (Librairie Sirey. Tém directeur, Paris 1916).

« Ceci est une comédie, parfois un drame diplomatique », dit Lucien Hubert dans la préface de *La Question Persane et la Guerre*. « Personnages : Deux anciennes rivales réconciliées, l'Angleterre et la Russie ; une charmante personne insouciante et désintéressée, la France ; d'astucieux et souples Persans qui méconnaissent trop souvent les sages et honnêtes prescriptions de leur Khalife Ali ; une lourde figure de profiteuse, la Turquie allemande. »

René Pinon, dans la *Revue des Deux-Mondes* dit qu'« il ressort clairement de ce livre la nécessité pour la France et ses alliés d'adopter vis-à-vis de l'antique Iran une politique et des procédés nouveaux. »

En effet, on comprend bien vite à la lecture de l'étude de M. Demorgny l'immensité et les dangers d'accords soupçonneux comme l'accord anglo-russe de 1907, origine d'un duel courtois, mais à la faveur duquel s'est faufilé le

Turco-Boche, cet éternel troisième larron du drame économique contemporain.

Qu'advient-il des destinées de l'Iran ? Les puissances de l'Entente ne doivent pas oublier un seul instant que le drapeau des Alliés doit porter vraiment dans ses plis la liberté du monde. Cette devise s'impose au moment où le Parlement et le Gouvernement de la République se préoccupent de la réorganisation de la propagande française dans les pays musulmans. L'appui et le concours de nos alliés ne nous manquera pas. Une sûre méthode dans l'action implique une belle discipline des amitiés. Il faut que ceux qui collaborent s'unissent pour les œuvres de libération et d'affranchissement contre le Turc et le Boche, contre ces éternels ennemis des œuvres loyales.

## Hors d'Œuvre

### L'INSULTE SUPRÊME

Le journal technique Zoo publie un article de protestation contre l'habitude prise par la presse de donner aux Allemands des noms empruntés au vocabulaire zoologique. Ces comparaisons sont jugées offensantes pour le cochon, la vache, le veau, l'âne même pour le tigre, le serpent et le vautour.

Nous ne savons pas dans quelle mesure la littérature slave a usé ou abusé de ce style imagé.

Mais les animaux ainsi dépréciés à l'Est ont trouvé à l'Ouest de très larges compensations.

Jamais plus, en France, vous n'entendez donner à un nom de bête une acception péjorative.

Lorsque deux messieurs ont une discussion en tramway ou dans le métro, lorsque deux dames ont une prise de bec au marché, lorsque la discussion s'envenime au point de perdre toute courtoisie et toute mesure, vous n'entendez plus les belligérants se donner des noms d'oiseaux, se traiter mutuellement d'âne, de volaille, de bête ou de porc (oui, les légumes aussi étaient calomniés avant la guerre).

Une seule insulte à cours désormais :

— Tête de Boche !

Lorsqu'un poivrot anachronique a sur la voie publique une discussion avec un gardien de la paix (cet incident est peu fréquent, car les poivrots sont devenus rares et les gardiens de la paix presque introuvables), il ne traite plus de « bourrique » ni de « veau » le représentant de l'ordre public.

Il murmure entre ses dents, en prenant bien garde de n'être pas entendu :

— Espèce de Boche, va !

Et de même, écoutez les gosses qui se roulent dans la ruisseau en s'arrachant mutuellement des poignées de cheveux :

— Boche ! Sale Boche ! Je le dirai à ton père...

C'est ainsi que les animaux, par comparaison, ont remonté dans l'estime des hommes, depuis que certains hommes sont descendus très au-dessous des animaux.

ZETTE.

### Locomotives ataxiques

A la suite d'un écho que nous avons publié sur l'immobilisation des convois dans des gares voisines de Paris (Trappes, Sèvres, Saint-Cloud, Versailles) un certain nombre de lecteurs charitables se sont ingéniés à chercher des locomotives pour venir au secours de l'Etat.

L'un d'eux vient d'en trouver plusieurs certaines qui sont immobilisées à Oissel, près de Rouen. Ces locomotives sont prêtes à se dérouiller les bielles, le jour où on leur fournira de la vapeur pour les mettre en mouvement, de l'eau

pour faire de la vapeur, du charbon pour faire chauffer l'eau, des chauffeurs pour allumer le charbon.

Car il faut faire marcher le piston pour débusquer une locomotive.

### « L'Araignée du Kaiser »

Notre collaborateur Georges de la Fouchardière vient de faire éditer par la librairie Payot son roman fantaisiste et fantastique *L'Araignée du Kaiser*, qui eut un si vif succès lors de sa publication en feuilleton dans l'Œuvre.

Cet ouvrage est en vente dans nos bureaux, au prix de 3 francs. Envoi franco contre 3 fr. 50.

### Pratique mais incorrect

« Qui veut écrire doit payer », disions-nous sauf les militaires — bien entendu — qui, eux, ont droit sans conteste à la franchise postale. Et pourtant, parmi les militaires eux-mêmes, il s'en trouve qui abusent singulièrement.

C'est ainsi qu'un médecin-major de la réserve, qui porte le nom d'un roi célèbre pour avoir dansé dans des circonstances que nul n'ignore, a envoyé, à la fin de l'année, le compte de ses honoraires à tous ses clients parisiens, sous enveloppe non affranchie mais ornée d'un timbre impressionnant... Ce timbre est celui de l'hôpital auxiliaire qu'il dirige dans une ville de la Côte d'Azur.

Ne trouvez-vous pas que ce monsieur, qui est payé par le gouvernement comme médecin militaire, pourrait à son tour payer pour faire rentrer l'argent qu'il a gagné comme médecin civil ?

Oui, n'est-ce pas ? Nous aussi.

### Canard à la rouennaise

Une alerte a eu lieu samedi dernier à Rouen, par suite du passage d'un zeppelin que personne n'a vu et dont personne n'a entendu le moteur.

Le Journal de Rouen nous donne l'explication de ce phénomène : la confusion vient du fait qu'« actuellement les deux planètes Jupiter et Vénus sont très proches l'une de l'autre et que, dans la brume, leur groupe a été pris pour un navire aérien ».

Vénus jouait le rôle de phare d'avant, Jupiter le rôle de phare d'arrière. Tout s'explique...

(C'est sans doute pour éviter une pareille confusion qu'à Paris on éteint tous les becs de gaz.)

Le Journal de Rouen ajoute que « le monstre, cette fois, n'a causé aucun dégât ».

### Les Allemands meurent de faim

On lit dans la Tribune de Genève que l'Allemagne vient d'accorder l'exportation des pommes de terre.

Et à quel prix ? à douze francs les cent kilos franco de port dans toutes les stations de chemins de fer suisses, soit 0 fr. 12 le kilo.

Ne croyez pas sans réserves que les Allemands en sont réduits à manger le cuir de leurs vieilles bottes.

### Evasions

On annonce que deux vapeurs allemands ont réussi récemment à s'enfuir des ports sud-américains où ils étaient internés : ce sont le *Bahnenfeld*, qui était à Buenos-Aires, et le *Turpin*, qui se trouvait interné à Punta-Arenas, au Chili.

Quiconque a eu l'occasion de voir un bateau à vapeur sait que c'est très gros.

Quiconque a eu l'occasion d'entendre un bateau à vapeur sait que ça fait beaucoup de bruit, surtout quand ça bouge.

Alors, on se demande comment le *Bahnenfeld* et le *Turpin* ont pu filer à l'anglaise des ports sud-américains où ils étaient prisonniers. Leurs geôliers devaient dormir d'un sommeil très profond.

### Détresse

Du New-York Herald :

Combien existe-t-il d'artistes malheureux que leur dignité empêche de tendre la main ? Mme E. Simon, si compatissante à toutes les détresses, citait le cas d'une malheureuse femme dont le mari, artiste connu, officier de la Légion d'honneur, se voyait forcé de ne pas sortir pour ne pas étaler sa détresse, car elle n'a même pas de quoi faire du feu chez elle.

Toutes les infortunes sont respectables ; il serait malséant d'en sourire. Mais on ne comprend pas très bien pourquoi cet artiste connu se trouvait obligé de rester dans sa maison du fait que sa femme ne pouvait y faire du feu.

### La crise du français

Les personnes qui possèdent des billets de banque ne lisent pas assez les inscriptions qui y figurent.

Sur tous les billets, en effet, se trouve ce texte menaçant :

L'article 189 du Code pénal punit des travaux forcés à perpétuité ceux qui auront contrefait ou falsifié les billets de banque autorisés par la loi, ainsi que ceux qui auront fait usage de ces billets.

Ainsi ceux qui auront fait usage des billets de banque autorisés par la loi seront punis des travaux forcés à perpétuité :

Nous commencerons dans quelques jours la publication d'un roman inédit de Jean Draut :

## LES MYSTÈRES DE CORNEVILLE

ou

### L'Espion malgré lui

La littérature contemporaine est pleine de « mystères ».

Il y eut les Mystères de Paris, d'Eugène Sûre ; les Mystères de Londres, de Paul Féval ; les Mystères de Marseille, d'Emile Zola ; il y a les Mystères de New-York, grand roman-cinéma américain adapté par Pierre Decourcelle ; il y aura les Mystères de Corneville, qui auront un autre son de cloche et qui offriront cette particularité assez nouvelle et un peu hardie de n'être projetés sur aucun écran au fur et à mesure de leur publication.

### CONSEIL DES MINISTRES

Au Conseil des ministres tenu hier matin, le président du Conseil et M. Léon Bourgeois ont rendu compte de leur voyage en Italie et ont exprimé la très grande satisfaction qu'ils en ont rapportée.

Le Conseil a chargé M. Malvy, ministre de l'Intérieur, de demander au Sénat la mise à l'ordre du jour et le vote du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la taxation des denrées.

A ce sujet, on annonce que M. Méline, ministre de l'Agriculture, insistera sur la taxation de certaines céréales et notamment de l'avoine qui atteint des prix exagérés. D'autre part, le ministre de l'Agriculture envisage la question d'une prime pour l'ensemencement du blé par un projet spécial.

### A la Chambre

## Les bénéfices de guerre

M. Deschanel donne lecture, au début de la séance, d'une dépêche de sympathie adressée de Nice au Parlement français par les membres de la Skoupchtina (Chambre des députés serbes) à leur arrivée en France, et dans laquelle ils témoignent de leur « foi inébranlable dans la victoire finale et dans l'avenir d'une Serbie unie et prospère ».

A peine les applaudissements soulevés par cette lecture sont-ils apaisés que M. Ceccaldi demande à interpellé M. Malvy « sur les retards apportés par le Gouvernement à loger les réfugiés dans les logements laissés vacants par le départ des Austro-Allemands ».

M. Malvy répond qu'une proposition de loi Deguise est déposée qui donnera toute satisfaction à M. Ceccaldi. En attendant le vote de cette proposition, on prendra toutes mesures nécessaires pour atténuer la pénible situation des réfugiés en leur attribuant le plus grand nombre possible d'immeubles boches.

M. Ceccaldi se déclare satisfait et « tout disposé à éviter un débat irritant ». Il retire sa demande d'interpellation, tandis que M. Frédéric Brunet exprime le vœu qu'on commence au moins à loger les familles les plus nombreuses.

Une proposition Eymond est votée, qui tend à protéger les bénéficiaires des polices d'assurances sur la vie dont les titres ont été égarés, détruits ou volés. Une autre proposition réglementant les permissions dans la zone des armées est également votée.

Et l'on revient, finalement, à la grosse affaire des bénéfices de guerre. La discussion générale est terminée. On discute les articles.

Cette loi sur les bénéfices de guerre a déjà, en réalité, deux articles de votés, car on a fait de ces deux articles un projet spécial d'ouverture de crédit pour les dépenses du budget général, qui a été adopté au cours d'une séance précédente.

Les deux premiers articles permettent, donc déjà au gouvernement une dépense pour laquelle l'article 3 du projet avait pour but d'amener des recettes équivalentes.

Cet article 3 devient l'article premier du projet nouveau et est ainsi conçu :

Il est institué une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés depuis le 1<sup>er</sup> août 1914 jusqu'au 31 décembre de l'année qui suivra celle de la cessation des hostilités :

1<sup>o</sup> Par toutes les personnes et sociétés qui accomplissent ou ont accompli, à titre habituel ou accidentel, des opérations réputées par la loi actes de commerce ;

2<sup>o</sup> Par toutes celles qui, sous une forme quelconque, prêtent ou ont prêté leur entremise moyennant rémunération à l'accomplissement d'une opération commerciale ;

3<sup>o</sup> Par les exploitants d'entreprises assujetties à la redevance proportionnelle prévue par l'article 33 de la loi du 21 avril 1910.

MM. Raoul Péret, Noguès et Mistral échauffent, à l'occasion de cet article premier, des observations qu'on a certainement déjà entendues au cours de la discussion générale.

Il faut, toutefois, retenir, des déclarations de M. Raoul Péret, cette définition du « bénéfice exceptionnel de guerre » :

Le bénéfice exceptionnel est celui qui excède le bénéfice normal.

Ce bénéfice normal est déterminé d'après la moyenne des résultats effectifs des trois exercices antérieurs au 1<sup>er</sup> août 1914.

Les intéressés seront tenus de produire une déclaration nécessaire à l'établissement de la taxe. S'ils ne se conforment pas à cette obligation, le bénéfice normal est évalué à 6 0/0 du capital engagé dans l'entreprise.

Un industriel qui gagnait 200.000 francs avant la guerre et qui gagne 400.000 depuis le 1<sup>er</sup> août 1914, sera taxé sur 200.000 francs.

Deux amendements ont été déposés, tendant à prolonger les effets de la loi jusqu'à six et même douze mois après la fin de la guerre.

Par 370 voix contre 110, c'est ce dernier terme qui est adopté. En sorte que le premier paragraphe de l'article premier se trouve modifié de la façon suivante :

Il est institué une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés depuis le 1<sup>er</sup> août jusqu'à la fin du douzième mois qui suivra la cessation des hostilités.

Un autre amendement de M. Landry assimile les commanditaires aux exploitants. Il est adopté.

Deux amendements de MM. Lairolle et Bailby sont impitoyablement massacrés ; ils tendaient à restreindre les catégories d'imposables.

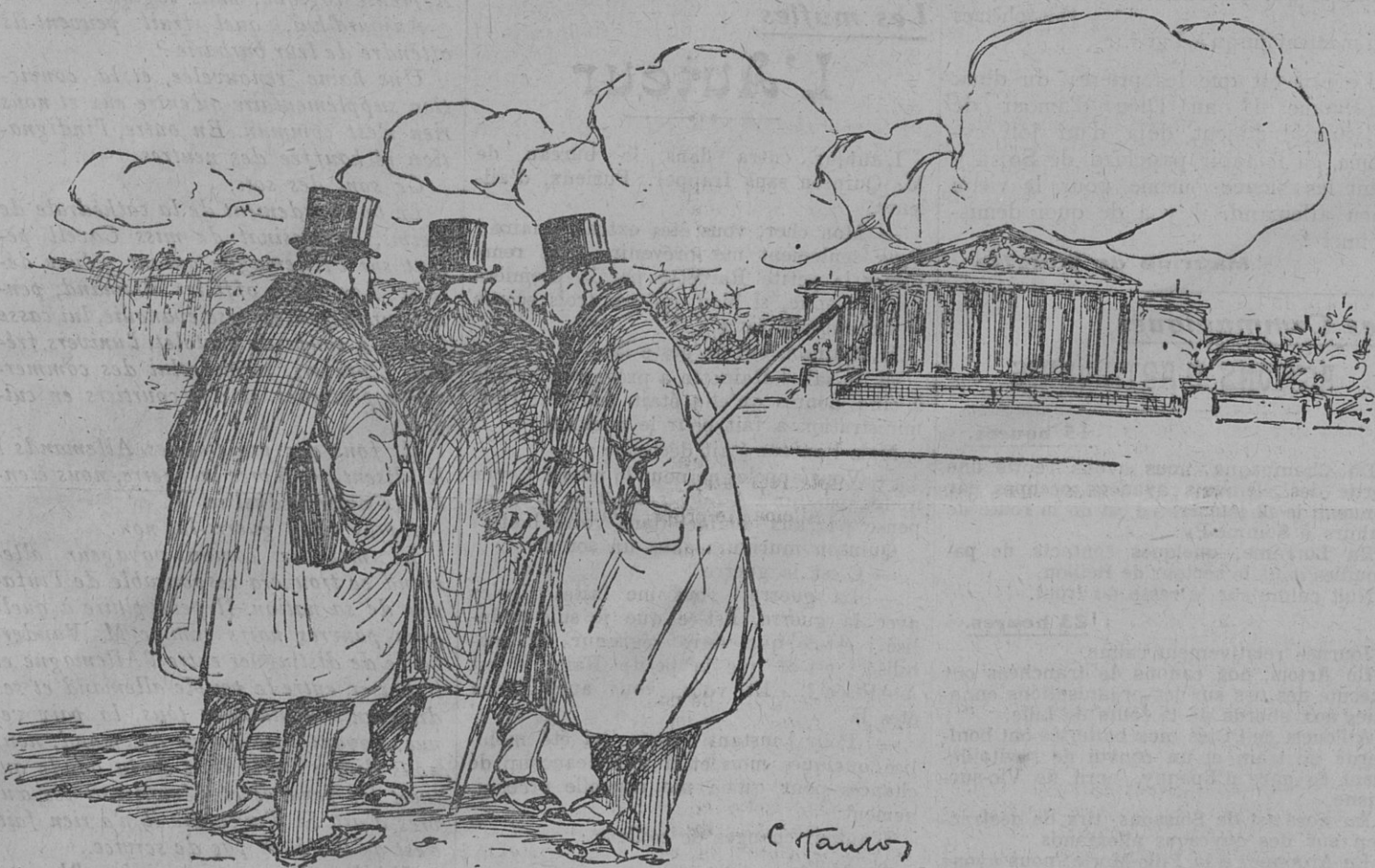
Un amendement Moll et un amendement Mistral sont renvoyés à la commission des marchés.

L'article premier est adopté. Séance demain jeudi.

### Une prise d'armes

Une prise d'armes aura lieu le jeudi 17 février 1916, à quatorze heures, dans la cour d'honneur des invalides, pour une mise de décorations.

## PROPOS DE PARLEMENTAIRES



— Nous avons une bien mauvaise presse.

— Qu'est-ce que fait donc la censure ?



QUERELLE D'ALLEMANDS  
entre Allemands

La commission du budget de la Chambre des députés de Prusse a fait au gouvernement une requête l'invitant à donner un développement intentionnel à la guerre sous-marine.

Le gouvernement lui a répondu par la voie du journal qui lui sert de porte-parole, la Gazette de l'Allemagne du Nord, qu'elle se méloit de ce qui ne la regarde pas, attendu que la conduite de la guerre est du nombre des questions d'empire, dont les diètes n'ont pas à s'occuper.

La-dessus, grande querelle. Les journaux de la bonne obédience prussienne envoient promener la Gazette de l'Allemagne du Nord et leur ton rappelle celui que les bismarckiens prenaient jadis avec le pauvre chancelier Caprivi, successeur de leur grand homme. Le Caprivi d'aujourd'hui, c'est M. de Bethmann-Hollweg, considéré par les seigneurs de la noblesse et de la grande industrie comme une espèce de commis avec lequel on n'a pas besoin de se gêner.

Bethmann-Hollweg se fait défendre par la presse libérale, laquelle dit : « On veut mettre à la porte le chancelier, parce qu'il est brave homme et conciliant, parce qu'il réprouve les anxiétés exagérées, parce qu'il ne veut pas d'une guerre sous-marine barbare, laquelle suscitera d'irréconciliables haines et retardera la paix. Car M. de Bethmann-Hollweg veut la paix. » Voilà le grand mot : la paix. Au fond, le chancelier est charmé de ces attaques. Il s'imaginerait qu'elles vont le rendre sympathique aux Alliés et c'est effectivement aux Alliés que s'adressent les répliques de ses journaux. Rien, du reste, ne garantit que Bethmann-Hollweg et ses contradicteurs ne sont pas d'accord. Il se fait flétrir avec virulence, espérant qu'en le voyant abreuvé d'injures par le clan de la manière forte, les Alliés l'accueilleront en ami et lui consentiront la paix germanique pour le dédommager. Somme toute, les brutes de la Diète de Prusse nous déplaisent encore moins que ce faux bonhomme : elles sont hideuses, mais sa fourberie répugne davantage.

AUTOUR DE SALONIQUE

M. Skouloudis s'est adouci  
Athènes, 15 février. — A la Chambre, M. Skouloudis déclare que les Alliés à Salonique, accorderont toutes les facilités aux habitants pour qu'ils puissent aller d'un village à l'autre et vaquer à leurs affaires. Il ajoute qu'il espère pouvoir incessamment annoncer que les Alliés autoriseront le ravitaillement de la Macédoine comme il effectuait auparavant.

Les déserteurs bulgares  
Salonique, 15 février. — De nombreuses désertions continuent à se produire sur le front bulgare et inquiètent vivement le gouvernement de Sofia.

Départ de troupes grecques  
Salonique, 15 février. — Le prince André de Grèce est parti hier de Salonique pour rentrer à Athènes.

M. Venizelos persévère dans l'abstention  
Londres, 15 février. — D'Athènes au Daily Chronicle : « Au sujet de sa candidature annoncée au siège de Mitylène, M. Venizelos assure qu'il n'a pas l'intention pour le moment de sortir de sa retraite politique. Il prend si peu d'intérêt, a-t-il dit, aux actes de la nouvelle assemblée grecque qu'il ne prend même pas la peine de lire les comptes rendus des débats de la Chambre. »

EN ALBANIE

Les Bulgares ne sont pas à Fieri  
Quelques journaux ont annoncé l'occupation par les troupes bulgares de la ville de Fieri, située à environ 30 kilomètres au nord de Vallona. Rien n'autorise à croire à l'exactitude de cette nouvelle, les troupes bulgares étant encore engagées dans la région de El Bassan.

Mais ils menacent Durazzo  
Brindisi, 15 février. — D'après les renseignements parvenus ici, les troupes austro-bulgares menacent Durazzo. Les avant-gardes austro-bulgares seraient arrivées sur la rive droite de l'Arzon, et des patrouilles bulgares ont atteint Kavaja. Les contingents serbes ont évacué Durazzo dont la défense sera assurée par des forces italiennes et albanaises.

LE CHEF DE L'ETAT-MAJOR SUISSE

Genève, 15 février. — A propos du bruit selon lequel le colonel Sprecher donnerait sa démission le lendemain de la sentence du tribunal dans l'affaire des colonels, on se montre très réservé au Palais Fédéral. Le Conseil Fédéral a déjà refusé à deux reprises la démission que lui offrait cet officier, mais l'opinion générale est que sa situation de chef d'état-major est bien atteinte et que le bruit de sa démission pourrait parfaitement se confirmer.

Pourquoi l'offensive russe  
est suspendue en Bukovine

Pétrograd, 16 février. — De la Rietch :  
« Nos autorités militaires expliquent le ralentissement de l'offensive en Bukovine et en Galicie, par ce fait que les Allemands, depuis plus de six mois qu'ils occupent ces territoires, s'y sont très solidement fortifiés.  
« Ils ont érigé sur toute la ligne du front de nombreux ouvrages échelonnés, en même temps qu'ils ont établi un réseau de chemins de fer souterrains.  
« En outre, nous possédons des renseignements sur la concentration de forces ennemies importantes en Bukovine et en Galicie : on y amène des troupes des Balkans et du front occidental, voire de l'intérieur de l'Allemagne.  
« Tout cela prouve que notre adversaire multiplie ses efforts, allant même jusqu'à presque renoncer à toutes opérations actives sur les autres fronts pour contenir notre attaque.  
« Dans ces conditions, le temps d'arrêt sur notre front est concevable, mais notre décision de continuer notre marche en avant n'en est pas moins inflexible. »

Les Russes en Bessarabie

Genève, 15 février. — L'Indépendance Roumaine croit que l'offensive russe va reprendre, étant donné l'importance des mouvements de troupes signalés depuis deux jours en Bessarabie.  
D'autre part, on mande de Zurich au Corriere della Sera, d'après les journaux autrichiens :  
« Tous les jours, on parle de préparatifs russes en Bessarabie. Hier, on annonçait un nouvel arrêt du service des chemins de fer, aujourd'hui on apprend qu'une commission militaire s'est réunie, présidée par le général Visolghin, commandant de l'armée de Bessarabie méridionale. Sur le front de Bessarabie, les travaux techniques des Russes seraient exécutés sous la direction d'officiers japonais et français. Cette nouvelle a été envoyée à la Reichspost du quartier général autrichien et elle émanerait de rapports d'officiers. Actuellement, l'artillerie russe opère suivant les règles françaises. »

Activité de l'artillerie italienne

Communiqué italien  
Rome, 15 février. — Hier, dans le haut Isonzo, le duel intense d'artillerie a continué. Dans les secteurs de Muzil et de Vodil (Monte Nero), des retranchements et des abris de l'ennemi ont été démolis.  
Sur Podgora, de hardies patrouilles s'avancant contre les retranchements ennemis y ont lancé de nombreuses bombes.  
De même, sur le Carso, notre artillerie a bouleversé quelques tranchées ennemies, mettant en fuite les défenseurs, dont une partie a été prise sous le feu de notre infanterie.  
On signale un raid d'avions autrichiens sur Brentonico (vallée de Lagarina), Schio (vallée de Legora) et Latisana (plaine de Tagliamento). Les dégâts sont limités et il y a peu de victimes, presque toutes civiles.  
Le bombardement de Schio a été arrêté par l'intervention de notre escadrille d'avions.  
Dans la région de Gorizia, un de nos avions a attaqué un avion ennemi et l'a obligé à prendre la fuite.

Nouveaux raids d'avions  
autrichiens en Italie

Vicenza, 15 février. — Des avions autrichiens ont paru hier sur la ville de Schio (située à environ vingt-cinq kilomètres au nord-ouest de Vicenza) ; ils ont lancé des bombes qui ont tué six personnes et en ont blessé plusieurs.  
Furli, 15 février. — Ce matin, vers quatre heures, des avions ennemis ont survolé Rimini, lançant quelques bombes. Efficacement contrebalancés par nos batteries anti-aériennes, les avions se sont éloignés aussitôt dans la direction du nord-est.  
Les dégâts sont très légers. Il y a deux blessés dans la population civile.

Menaces et rodomontades  
Zurich, 15 février. — Le correspondant du Berliner Tageblatt au quartier général austro-hongrois rapporte les propos du chef des pilotes autrichiens. Celui-ci s'est vanté d'un bombardement qui aurait détruit à Ancône la gare et les installations électriques. « Que les avions italiens lancent une seule bombe sur une de nos villes, a-t-il ajouté, et nous prendrons une revanche qui sera déplorée non par Venise, mais par les ruines de Venise. »

ACHAT DE CEREALES  
ET DE CONSCIENCES

Bucarest, 13 février. — (Transmission retardée). — La commission centrale d'exportation, réunie sous la présidence de M. Costantinesco, ministre des Domaines, et discutant le cas de M. Seceleanu, président de l'Union centrale des syndicats agricoles, qui a reçu un million et demi d'un consortium allemand, a décliné toute responsabilité et refusé catégoriquement l'argent allemand, décidant de communiquer sa décision au consortium allemand.  
La commission a décidé ensuite de rédiger un communiqué, disant que M. Seceleanu est allé à Vienne sans l'en informer ; elle est d'avis que la manière dont M. Seceleanu traita avec le consortium austro-allemand constituait un « achat de consciences » et non de céréales.

ÉTATS-UNIS ET ALLEMAGNE

Amsterdam, 15 février. — Le Lokalanzeiger dit que des informations reçues de l'ambassadeur comte Bernstorff induisent à penser que le gouvernement américain abandonne quelques-unes de ses demandes inacceptables pour l'Allemagne, de sorte que l'accord des Etats-Unis et de l'Allemagne est considéré maintenant comme tout à fait certain.

[Lundi soir, une dépêche de New-York annonce l'incendie d'une grande fabrique de munitions de l'Etat de New-York, en ajoutant qu'on ignorait la cause de l'incendie. Quelques heures plus tard, une seconde dépêche faisait savoir que l'importance de l'accident avait été fort exagérée : il n'y avait eu qu'une toute petite partie du bâtiment un peu brûlée par un tout petit incendie. Attendons-nous à lire la communication globale qui groupera tous les incendies, torpillages et autres crimes sous le nom de regrettables malentendus heureusement éclaircis par une bonne volonté rétroproque.]

Les Autrichiens au Montenegro  
pendent et affament

Rome, 15 février. — On mande de Durazzo à l'Idée Nationale qu'à la suite des violences auxquelles elles ont été soumises par l'envahisseur, les populations monténégrines des districts de Vasoyevici, Plavo et Gusinje, se sont révoltées et, grâce à des armes et à des munitions qui avaient été cachées, elles ont forcé les autorités militaires autrichiennes à réclamer des renforts à Scutari ; la résistance continue avec succès.  
Les Autrichiens en entrant dans le pays avaient annoncé un prochain envoi de grandes quantités de vivres, mais dès que le pays fut occupé, ils emportèrent le peu qui restait : partout on meurt de faim, l'argent est encore abondant, mais ne sert pas car les marchandises manquent.  
L'Autriche, pour étouffer le mouvement, fait pendre tous les récalcitrants.  
La situation paraît assez grave, pour que le haut commandement ait cru devoir demander des renforts en Dalmatie.

UN NAVIRE ANGLAIS A LA COTE

Brest, 15 février. — Une violente tempête qui souffle depuis hier, vient de causer le naufrage du vapeur anglais Ashbyl, de Westtharplepool.  
Ce bâtiment s'est jeté sur les roches de Porzoum de l'île d'Ouessant.  
Dix-huit hommes ont été sauvés ; le capitaine et un matelot ont péri.

LE CANADA FAIT PLACE NETTE

Londres, 15 février. — De Toronto au Times :  
« Les soldats qui sont exercés à Calgary montrent une hostilité prononcée à l'égard des Allemands dans la ville et ils ont attaqué des établissements appartenant ou soupçonnés d'appartenir à des personnes d'origine ennemie. Un hôtel situé dans un faubourg de la ville a été complètement détruit par une foule composée de civils et de soldats. Le bureau des patentes à Ontario refuse toute patente aux Allemands, même s'ils sont naturalisés, ou à un indigène d'origine germanique s'il a exprimé quelque sympathie pour les Empires centraux. A un meeting du City Hall, à Berlin (Ontario), l'assemblée a résolu d'adresser une pétition au conseil municipal pour qu'il fasse changer le nom de la ville. »

DEUX MÉTHODES

La Russie propage la liberté  
Pétrograd, 16 février. — Le grand-duc Nicolas Nicolaievitch, vice-roi du Caucase, adresse au président du conseil des ministres une lettre appuyant le projet d'établissement des franchises communales au Caucase.

« Ayant étudié, dit-il, la situation des contrées confiées à mon administration, je me suis convaincu de l'opportunité de l'introduction, en Transcaucasie, des institutions communales autonomes. »

« La préparation de la population du pays à une certaine indépendance dans le domaine des intérêts économiques et des autres intérêts locaux est désormais suffisante. »

« Ne me contentant pas des études déjà faites à ce sujet, et jugeant indispensable de placer cette question sur le terrain du réel, je demande à l'administration compétente de terminer dans le plus bref délai l'élaboration préparatoire et je déclare encore une fois que, tenant cette réforme pour très importante, je prendrai des mesures pour sa prompte réalisation. »

Et l'Allemagne propage la Kultur

Pétrograd, 15 janvier. — Des Viedomosti de Moscou :  
« Les barbares allemands viennent d'inventer un nouveau procédé dans le genre de ceux qu'ils ont l'habitude d'employer, et qui est utilisé dans une large mesure par leur artillerie.  
« Un des fondés de pouvoirs de la Croix-Rouge a apporté ces temps derniers de Pétrograd un morceau d'une matière inflammable dont sont bourrés les obus allemands : c'est une espèce de mastic de couleur jaune, coulé en forme de balles de shrapnells et qui colle et s'enflamme à tout ce qu'il rencontre sur son passage, mettant le feu même au bois vert. »

« Des obus »

M. Asquith prononce le discours suivant :

« A part une ou deux exceptions, peu de choses méritent d'être mentionnées sur le théâtre de la guerre. Durant les dernières semaines, il y a eu, en France, une recrudescence de l'activité des deux côtés et les Alliés maintiennent fermement leurs positions. »

« Sur les autres théâtres de la guerre, nous enregistrons avec satisfaction que, grâce à la prompte assistance apportée par nos alliés italiens, l'armée serbe qui se trouvait, il y a quelques mois, dans une situation précaire, a été évacuée d'Albanie et, après sa réorganisation, deviendra un facteur important dans la poursuite de la future guerre. »

Après avoir parlé du succès des opérations anglo-françaises au Cameroun, M. Asquith parlant ensuite des opérations actuelles en Mésopotamie dit : « La situation, après avoir causé quelque anxiété, s'est considérablement améliorée. Le général Townshend tient ferme, possède d'amples approvisionnements et, malgré le mauvais temps, on espère bien qu'il pourra donner la main aux forces du général Aylmer et qu'ainsi un échec aura été évité. Le principal aspect de la situation européenne durant les derniers trois mois a été le raffermissement des relations des puissances alliées vers l'unité de contrôle dans la direction de la guerre, ce développement concernant aussi bien la diplomatie que la stratégie. »

« M. Briand, le distingué premier ministre de la France, nous a fait l'honneur de sa visite au commencement de l'année ; il est allé, depuis, à Rome où il a reçu un accueil des plus cordiaux et ces deux visites vont être, j'espère, suivies d'une conférence générale des puissances alliées à Paris, où la guerre sera examinée au point de vue diplomatique et stratégique. »

« Une grande intimité et une confiance croissante existent entre les Alliés, ainsi qu'une coopération dans la campagne sous

tous les aspects ; nous serons à même de contrebalancer les avantages que nos ennemis possédaient au début du conflit à la fois sur le terrain stratégique et diplomatique, par suite d'un contrôle centralisé. »

« Il est de la plus haute importance que les Alliés acquiescent à leur tour cette supériorité sur l'ennemi. »

M. Asquith discute la situation intérieure et parle du rôle rempli par la Grande-Bretagne, de ses responsabilités qui, sous certains aspects, sont beaucoup plus variées et complexes que celles de ses alliés ; il s'étend longuement sur la tâche silencieuse accomplie par la flotte anglaise qui, entre autres devoirs impérieux, « protège nos foyers contre l'invasion, neutralise la puissance offensive de la flotte ennemie qui à toujours évité un règlement de comptes » (Applaudissements.) « Elle dissipe la menace qui, au début de la guerre, nous semblait sérieuse et formidable et assure les arrivages incessants des marchandises nécessaires pour nous et nos alliés, tout en arrêlant complètement le trafic ennemi sur mer. »

M. Asquith dit ensuite « que les forces de l'armée de terre actuellement sur les différents théâtres de la guerre, sans y comprendre celles des Indes, de Gibraltar et de Malte, dépassent plus de dix fois les effectifs du premier corps expéditionnaire. »

M. Asquith examine la situation financière : il déclare qu'il n'y a aucune possibilité de réduire l'estimation des dépenses quotidiennes de cinq millions de livres sterling, mais la question est plutôt de voir comment le pays doit faire face au fardeau. « Deux voies seulement restent ouvertes : l'augmentation des taxes et l'entretien de l'activité des exportations dans notre intérêt et celui des Alliés. »

M. Asquith termine son discours en déclarant, au milieu des applaudissements, qu'il ne fut jamais pessimiste, que, s'il l'avait été, il n'aurait aucune raison de l'être aujourd'hui.

La circulation dans la zone des armées

Il est rappelé que, conformément à la décision du général en chef, les étrangers ne peuvent plus circuler dans la zone des armées que s'ils sont munis d'un carnet photographique délivré par l'autorité militaire, et qui doit être demandé par l'intermédiaire des maires ou commissaires de police de la résidence des intéressés.

Toutefois, en raison de leur situation spéciale sur le territoire français, les sujets et réfugiés belges pourront provisoirement circuler au moyen de sauf-conduits ordinaires.

Ces sauf-conduits pourront donc être délivrés aux sujets belges jusqu'à ce que l'autorité militaire ait établi leur carnet d'étrangers et les sauf-conduits spéciaux dont ils doivent continuer à faire la demande.

LES PRISONNIERS MALADES EN SUISSE

La Croix-Rouge française nous communique la note suivante :

« Les familles françaises ont appris avec la plus vive satisfaction le succès des négociations ayant pour but l'hospitalisation, en Suisse, de prisonniers de guerre malades. Aussi leur reconnaissance la plus vive est-elle acquise aux hautes personnalités dont l'intervention a secondé si efficacement les efforts de la diplomatie : au président de la Confédération suisse, au Pape Benoît XV et à M. Ador, président du Comité international de la Croix-Rouge. »

« Par les soins des autorités françaises, ils ont été pourvus de tout le nécessaire. Il restait à leur procurer les fournitures supplémentaires, les médicaments accessoires et les menus objets de distraction qui ajoutent tant à leur bien-être. Les sociétés françaises de bienfaisance constituées à cet effet sont prêtes à le faire, si la générosité du public leur en facilite les moyens. »

« Ces sociétés ont été rattachées à la Fédération des Œuvres de secours aux prisonniers de guerre ». Les familles intéressées trouveront tous les renseignements utiles en s'adressant à « l'Agence des Prisonniers de guerre de la Croix-Rouge Française, 63, avenue des Champs-Élysées, à Paris. »

En faveur de la mère divorcée  
d'un officier tué

Le tribunal des référés, présidé par M. Monier, a rendu, dans son audience d'hier, un jugement qui intéresse la mère d'un officier tué à l'ennemi.

Mme Rivasseau, divorcée d'avec un sieur Lacourrière, depuis vingt-deux ans, s'était vu confier la garde de l'enfant né de cette union, William-Jean-Alfred Lacourrière, au soin duquel la mère n'a cessé de se vouer avec un dévouement admirable, alors que le père, astreint au paiement d'une pension très modique, ne l'a que très irrégulièrement acquittée.

Le fils était devenu, grâce aux directions morales de la mère seule, le capitaine Lacourrière, du 1<sup>er</sup> colonial ; il a trouvé une mort glorieuse en Belgique le 21 août 1914.

Après l'avis du décès, Mme Rivasseau obtint du ministre de la guerre une délégation de la moitié de la solde que touchait son fils comme officier.

Mais le père, ayant appris la mort de son fils, avait obtenu du ministre de la guerre qu'une délégation de solde fût attribuée à parts égales entre lui et la mère.

Mme Rivasseau, ayant porté le différend en référé, demandait le rétablissement du premier état de choses.

Le jugement rendu hier reconnaît dans ses attendus que Lacourrière doit à son épouse des sommes importantes pour mensualités impayées ; que c'est bien le moins qu'ayant été toute sa vie à la peine, cette malheureuse revendique pour elle seule la délégation de solde de son fils comme une très minime compensation.

A l'Hôtel de Ville

Le conflit avec les directeurs de théâtres

Hier, à cinq heures, les membres du bureau du Conseil municipal se sont réunis dans le cabinet du président. Il a été d'abord question du conflit soulevé entre les directeurs de théâtres et les pouvoirs publics. On sait, en effet, qu'il avait été primitivement demandé que les théâtres fissent relâche le jour des obsèques des victimes du zeppelin. Le ministre de l'intérieur n'avait pas été de cet avis et s'était contenté de faire demander par le préfet de police la recette de la soirée pour les familles des victimes. Les directeurs refusèrent et envoyèrent collectivement une somme de 500 francs que M. Laurent n'a pas voulu accepter.

A ce sujet, les directeurs de théâtres ont demandé une entrevue avec le ministre de l'intérieur. Les membres du bureau du Conseil ont décidé que M. Mithouard se ferait, auprès de M. Malvy, l'écho de leur protestation contre l'attitude des directeurs de théâtres. D'autre part, M. Gay adressera une question au préfet de police.

La Foire de Paris

Le bureau s'est entretenu ensuite de la question de la Foire de Paris, en vue de l'organisation de laquelle MM. Delavanne et Renz sont délégués à la Foire de Lyon, afin de se documenter. A son retour, M. Delavanne se rendra à Londres avec M. Fiant, dans le même but.

Les conseillers se sont montrés fort émus des assertions publiées dans les journaux tendant à faire supposer que personne avant le maire de Lyon n'avait eu l'idée d'organiser une foire internationale. On sait, en effet, que, depuis 1902, un comité dit du Temple a lutté pour l'organisation d'une Foire de Paris, mais n'a obtenu qu'un faible succès faute d'être compris et suffisamment soutenu.

Déjà la Chambre de Commerce a bien voulu envisager la possibilité de constituer un grand comité auquel se joindraient certains membres du petit comité initial.

Le bureau a décidé que M. Mithouard aurait une entrevue avec le ministre du commerce et avec le ministre de l'agriculture pour leur dire que, si le gouvernement voulait prendre la direction de cette manifestation intéressante pour le commerce et l'industrie, le bureau du Conseil municipal était à sa disposition.

M. Salandra à Paris

Les conseillers se sont enfin entretenus de la venue prochaine et du séjour à Paris de M. Salandra, président du conseil des ministres d'Italie.

Les officiers d'état-major

Le général Gallieni, ministre de la guerre, vient de soumettre à l'approbation du président de la République un important décret visant la situation des officiers d'état-major.

Le trafic des monnaies

La loi tendant à le réprimer vient d'être promulguée. Mieux vaut tard que jamais. Elle édicte des peines de 6 jours à 6 mois d'emprisonnement et de 100 à 5.000 francs d'amende pour toute personne qui, en temps de guerre, sera convaincue d'avoir acheté, vendu ou cédé (ou tenté de le faire) des espèces et monnaies nationales à un prix dépassant leur valeur légale ou moyennant une prime quelconque.

La confiscation des espèces et monnaies objet du trafic illicite sera obligatoirement prononcée au profit de l'Assistance publique.

Attendons les effets de la loi du 12 février 1916.



## Toujours les auxiliaires

Le général Gallieni a publié, hier, une de ces excellentes circulaires, nettes et précises, dont il a le secret. Vous l'avez lue ici même ; elle concerne les auxiliaires. Le ministre prescrit aux commandants de région :

1° De éloigner les auxiliaires de leur domicile lorsque c'est vraiment nécessaire ;

2° D'employer chacun selon sa profession, ses aptitudes et ses moyens.

3° De ne garder que le nombre d'hommes strictement indispensables aux besoins.

Tout cela, c'est l'expression même de la logique et du bon sens, et on peut s'étonner qu'il ait fallu une circulaire, après dix-huit mois de guerre, pour le rappeler aux intéressés. A lire ces prescriptions, l'espoir vient que chacun se trouvera enfin mis à sa place, et qu'on ne verra plus des affectations qu'un humoriste n'aurait guère osé imaginer ailleurs qu'au vaudeville : des hommes qui dans la vie privée sont chefs d'industrie, ayant pour fonctions spéciales d'astiquer les rampes d'escalier au pègre — une manière de résoudre la crise de l'essence — des manœuvres employés à la comptabilité, des cordonniers déchargeant du bois et des bûcheurs réparant les souliers ! J'en passe qui auraient fait rire jadis, mais qu'on trouve moins drôles aujourd'hui.

Malheureusement, il y a dans cette grave affaire de l'utilisation des auxiliaires autre chose encore qu'une question de bonne volonté et de bon sens : il y a une question de méthode, et c'est toute la méthode qui est à réformer.

Soyez sûrs qu'on répondra au ministre que tous les auxiliaires sont occupés, qu'aucun ne chôme. Evidemment ! Seulement, là où il y en a dix ou cinq, un industriel avisé dans la vie civile, se tirait d'affaire avec un. C'est la suite des errements d'avant la guerre, à l'époque où il y avait pléthore d'hommes et où l'objectif n'était pas de les occuper utilement, mais simplement de les occuper.

Aujourd'hui, les conditions sont plutôt différentes ! Et la circulaire du ministre vient rappeler très utilement que chaque homme, civil comme militaire, à condition qu'il soit à sa place représente une parcelle de la force vive du pays.

Mortimer-Mégret

### Le Contribuable et le percepteur

Un percepteur avait mis sa saisie-arrest sur les biens mobiliers appartenant à un contribuable de son ressort. Ce dernier a soumis hier l'affaire au tribunal des référés ; il demandait des délais pour besoins alimentaires. Le percepteur, de son côté, répondait en soulevant l'incapacité du tribunal des référés. Ce tribunal s'est déclaré compétent par l'attendu suivant :

« Attendu que la saisie-arrest, même quand elle tend à conserver les droits du Trésor créancier d'impôts directs, est toujours, par sa nature, un acte qui relève de la compétence judiciaire, à la condition cependant que le contribuable atteint par la saisie ne mette en discussion ni l'assiette, ni le quantum de l'impôt qui lui est réclamé, auquel cas l'autorité judiciaire, sans se dessaisir de l'affaire, serait obligée de surseoir au jugement de validité de la saisie-arrest jusqu'au jour où la juridiction administrative aurait jugé la contestation préjudicielle. »

La question des délais sera tranchée à huitaine.

Montrez l' « Œuvre » à votre voisin

## Les idées qui passent...

### Reconstructions anglaises

Le célèbre romancier anglais H. G. Wells poursuit, au *Temps*, la série de ses prévisions. Que sera « demain » ? Wells est, à l'ordinaire, d'un assez sombre pessimisme. Ses prophéties d'aujourd'hui sont, cependant, d'un accent réconfortant :

Pouvons-nous espérer que l'Angleterre, au sortir de cette guerre, entrera d'emblée dans une phase de prospérité retrouvée et bientôt croissante ?

Comme tout le monde, j'ai essayé et j'essaie encore de formuler une réponse quelconque à cette question. Mon état d'esprit, au cours de ces quelques derniers mois, a oscillé entre un optimisme considérable et un découragement profond. J'ai été en rapport avec bon nombre de jeunes hommes en kaki : ex-ingénieurs, ex-avocats, ex-instituteurs, ex-négociants de toutes sortes ; l'un d'eux était un ex-professeur de littérature anglaise dans une université allemande. Et, tout bien pesé, j'ai retiré de ce commerce la conviction vivace qu'il y a en Angleterre le ressort, la volonté, l'intelligence nécessaires à l'œuvre de reconstruction nationale, si ardue et si difficile soit-elle.

### Le pillage de la Serbie

Voici un document topique, que nous révèle le *Mercur de France*, et qu'il faut ajouter au dossier déjà lourd du vandalisme austro-boche :

Le comte Tisza a déclaré qu'une commission spéciale vient d'être nommée, d'accord avec l'Allemagne, pour estimer la valeur des objets contenus dans le musée de Belgrade et veiller à leur attribution. Une partie de ces objets, a ajouté le comte Tisza, ont déjà été expédiés à Vienne, et d'autres vont l'être à Berlin. L'argenterie de la cour de Serbie sera transportée à Sofia et considérée comme propriété de la couronne bulgare. Il en sera de même de la riche bibliothèque du séminaire de Nich, qui sera attribuée à la Bibliothèque nationale bulgare.

### France et Amérique

M. Whitney Warren, ce grand artiste américain dont on connaît en France les sentiments fraternels (nous avons récemment publié un extrait d'une conférence faite par lui à New-York et dont le texte avait paru à la *Renaissance*), donne au *Journal* un article qui atteste son inébranlable attachement à notre cause :

L'objet de la présente guerre est beaucoup plus noble que Berlin ne voudrait nous le faire accroire, et la France est le drapeau autour duquel se sont ralliés tous les peuples généreux. Nous devons considérer que le triomphe des Alliés sera, avant tout, le triomphe des grands principes qu'elle a toujours défendus, qui sont la condition même de notre existence, la charte de notre constitution. Toutes les autres consi-

### Les déclarations d'un Boche

M. Oscar Steinberg, sujet allemand, né à Stettin, officier d'académie, revenu d'un camp de concentration pour être jugé, comparait hier devant la dixième chambre du tribunal correctionnel pour complicité d'escroquerie par recel.

L'Allemand, homme d'affaires à Paris avant la guerre, a eu le toupet, avant l'ouverture du procès, de déposer les conclusions suivantes :

Après s'être plaint amèrement de la vie qu'il menait dans un camp de concentration où il était interné, le prévenu déclare qu'il « se voit obligé et autorisé, nonobstant son profond respect et sa grande déférence personnelle pour la justice française, à proposer et à introduire un déclinatoire complet, absolu, valable pendant toute la durée des hostilités contre toute la magistrature française, tant assise que debout, pour suspicion légitime : *Ratione personæ in bello germano-gallico*. »

Steinberg, dans ses longues conclusions, demande *in fine* à être mis en liberté provisoire, pour aller attendre la fin des hostilités à Lausanne ; un mois après la guerre terminée, il s'engage sur l'honneur à se présenter devant ses juges.

Inutile de dire que le tribunal a rejeté ces conclusions et que l'affaire a commencé aussitôt à être jugée.

La continuation du procès a été remise à lundi prochain.

dérations passent après celle-là. Nous ne permettrons pas qu'on rabaisse le débat ; nous ne chercherons pas à savoir si, en donnant notre appui moral à la cause des Alliés, nous faisons le jeu de telle ou telle puissance ; nous nous persuaderons simplement qu'il y a des doctrines générales universelles qui dépassent les cas particuliers, et que la France les symbolise.

### La Roumanie

Voici bien longtemps qu'on nous assure et nous promet que l' « heure roumaine » va sonner. M. Clemenceau (*Homme enchaîné*) l'espère, sans oser l'affirmer :

Je ne saurais me résoudre à l'idée que la Roumanie accepterait de sombrer dans le déluge d'asservissement universel que l'Allemagne rêve encore de déclencher sur l'ensemble de notre civilisation. Personne ne sent avec plus de vivacité que moi les incroyables fautes de la diplomatie de l'Entente dans la péninsule des Balkans. Je n'y saurais découvrir une excuse pour une abdication d'indépendance et de dignité, surtout d'un Etat latin que nous avons toujours considéré comme la sentinelle avancée de la claire pensée gréco-latine dans les confusions de l'Orient.

### Vont-ils violer le territoire suisse ?

L'Allemagne est pressée d'attaquer, nous explique M. Albert Milhaud dans le *Rappel*. Que va-t-elle tenter ?

Après avoir renoncé à forcer notre front, après avoir manqué un enveloppement sur la gauche, il leur reste à tenter le coup de l'enveloppement sur la droite. Et l'hypothèse se présente chaque jour plus vraisemblable d'une menace par la Suisse, à travers cette région de plateau, ce Hugelland, comme disent les géographes boches, où ils pensent pouvoir trouver à déployer leurs masses. Ce n'est pas la dernière infamie à commettre. Mais c'est la preuve à établir définitivement qu'aucun neutre ne peut trouver sa sécurité qu'à nos côtés. Si l'enveloppement à droite échoue, que fera l'Allemagne ? Par où la sortie ? Par où la solution ?

### Tenir, et ne pas oublier

De M. Léon Bailby (*Intransigeant*) :

C'est surtout si la campagne devait se terminer en une guerre d'usure qu'il importe de maintenir dans la population civile « l'esprit de guerre », la tension, la volonté de vaincre. Ils ont autant de mérite, sinon plus, nos soldats à supporter longuement la défense immobile dans la boue glacée qu'à s'élancer à l'assaut. Ne les oublions pas un instant. Ne leur donnons pas le sentiment qu'ils pourraient devenir pour nous de lointains amis, auxquels on se désolait de penser. Surveillons tout, ce qui dans la vie quotidienne nous entraîne à un relâchement de nos soucis pour les absents. Ne soyons pas des ingrats pour ceux qui nous ont tant donné, puisqu'ils nous ont rendu la fièvre, la joie et la raison de vivre.

### BANQUE FRANÇAISE pour le Commerce et l'Industrie

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires a été tenue le 25 janvier, sous la présidence de M. René Boudon, président.

L'exercice commencé le 1<sup>er</sup> août 1914 a, naturellement, subi la répercussion des événements de guerre. Les produits bruts ont atteint 3.980.730 fr. 49, et les produits nets 2 millions 374.077 fr. 39.

Malgré les circonstances exceptionnelles, le Conseil a estimé devoir procéder à des évaluations aussi rigoureuses que possible des postes de l'actif pour lesquels il disposait d'éléments d'appréciation. Il a chiffré ainsi à 6.916.606 fr. 52 les dépréciations du portefeuille-titres et divers amortissements. En ce qui concerne le surplus de l'actif dont divers postes sont susceptibles d'être affectés par les événements, son évaluation ne saurait être faite avec exactitude, et le Conseil a constitué, en regard de cet actif, une provision de 5 millions de francs. Après passage des écritures, qui absorbent une partie des bénéfices réservés, le bilan apparaît avec une réserve supplémentaire de 1.600.000 francs et une provision pour amortissements et dépréciations éventuelles de 5 millions, laissant intacte la réserve légale de 2.435.408 fr. 55.

La situation de trésorerie s'est constamment fortifiée pendant l'année sociale et, depuis la clôture de l'exercice, des réalisations d'environ 30 millions de francs ont été effectuées sur divers postes de l'actif, notamment sur le portefeuille-titres et les reports.

L'Assemblée a approuvé les comptes et renouvelé les mandats de MM. H. Bousquet et L. Odier, administrateurs sortants, de M. de Lauris, censeur sortant, ainsi que ceux de MM. Bergaud et Frauchon, commissaires.

### LA VIE CHÈRE

Le marché d'hier, aux Halles centrales, très approvisionné, a été très animé ; on a enregistré certaines hausses légères sur les porcs entiers, sur les volailles et sur certaines catégories au pavillon de la marine.

#### VIANDS

	Le kilo
Pot-au-feu .....	1,20 à 1,80
Aloyau entier .....	1,80 à 2,90
Veau entier .....	2,20 à 3,40
Epaule de veau .....	1,90 à 2,40
Mouton entier .....	2,00 à 3,10
Gigot .....	2,80 à 3,30
Ragout de mouton .....	1,60 à 2,30
Porc entier .....	2,50 à 3,10

#### VOLAILLE

	Le kilo
Poulet .....	3,90 à 4,60
Lapin .....	2,80
Oie .....	2,90 à 3,00

#### POISSON

	Le kilo
Cabillaud .....	1,25
Carrelet moyen .....	1,75
Congre .....	1,75
Raie .....	1,50
Hareng français (pas d'arrivage) .....	
Maquereau .....	2,25

#### LEGUMES

Carottes, les 100 kilos .....	24,0 à 32,00
Navets, les 100 bottes .....	20,00 à 35,00
Poireaux .....	50,00 à 80,00
Choux le cent .....	10,00 à 50,00
Pommes de terre les 100 kilos .....	14,00 à 28,00
Pommes communes, les 100 k. .....	12,00 à 30,00

#### BEURRE

	Le kilo
Cours moyen général .....	5,36

### RÉPONSES

C. N. P. — Le droit à l'allocation ne cesse automatiquement que pour les familles des militaires pouvant déléguer leur solde.

R. B. 2446. — Oui, on le peut.

Jean 13. — 1° Suivant la gravité de la maladie, vous pouvez avoir droit à une gratification ; 2° général commandant le département de la Seine.

B. Rougnie G 90. — Ce n'a jamais été un droit absolu. Cela dépend de votre chef de corps. C'est lui qui décide.

Maurice 88.136. — Ce fait d'armes devrait vraisemblablement comporter la médaille militaire et la croix de guerre. Il n'y a aucune décision qui interdise de renvoyer ce soldat au front.

J. D. Sissel. — Si votre maladie a été contractée en service, oui, vous y avez droit.

L. P. 95. — Rien n'oblige l'autorité militaire à vous renvoyer.

C. N. 1906. — Bureau des secours, ministère de la guerre.

Lebec. — Vous pouvez demander un secours éventuel au bureau des pensions, ministère de la guerre, par l'intermédiaire du général commandant la subdivision de région.

F. B. 95. — Oui ; tant qu'une nouvelle loi ne sera pas intervenue, ces hommes sont complètement dégagés.

C. R. L. 66. — Si vous avez plus de deux enfants à votre charge, vous pouvez réclamer l'indemnité.

Réformé temporaire. — Vous repassez la contre-visite trois mois après la réforme.

Guichard. — Aucune circulaire n'autorise cet insigne.

Girard. — Demandez l'autorisation de transport au ministère des colonies.

Frisch. — Oui, ce serait comme armurier.

#### QUESTIONS DIVERSES

L. Bonhomme. — Vous ne pouvez rien exiger. Insistez. Nous aborderons ce sujet.

Bazol. — C'est scandaleux et heureusement exceptionnel. Le mobilisé riche a le droit de ne pas payer son débiteur pauvre, fût-ce un ouvrier qu'il a fait travailler.

Dorenlot. — Après le sous-préfet, il y a la commission supérieure. Ecrivez-nous.

J. Bernard. — Il faut malheureusement réclamer à la livraison même ou refuser.

C. C. Belleville. — Ecrivez à l'Assistance publique.

C. Dupon. — Rien n'est prévu, en effet, pour de tels cas maintes fois signalés même avant la guerre.

### LES SPECTACLES

COMÉDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Le Dédale.  
OPERA-COMIQUE. — Relâche.  
OPERA. — 8 h. — L'Esparpion.  
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria.  
GAITE. — 8 h. 30. — Coralie et Cie.  
GYMNASIE. — 8 h. 45. — Les Deux Vestales.  
TH. SARAH-BERNHARDT. — Le Chemineau.  
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Polu, etc.  
TH. ANTOINE. — Relâche.  
VARIETES. — 8 h. 30. — Miquette et sa mère.  
PORTE-ST-MARTIN. — Anna Karoline.  
RENAISSANCE. — 8 h. 15. — La Puce à l'oreille.  
TH. REJANE. — Relâche.  
CHATELET. — Les Exploits d'une petite Française.  
BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 15. — Kit.  
NOUVEL-AMBIGU. — La Petite Fonctionnaire.  
CELY. — 8 h. 15. — Ferdinand le Noceur.  
FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — Jusqu'au bout.  
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire.  
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Polin, 30 artistes.  
MONCEY. — 8 h. — Si j'étais Roi.  
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.  
CAPUCINES. — 8 h. 15. — En franchise, Oh ! pardon.  
DEMAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancées de Rosalie.  
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — L'Angoisse, le Siège de Berlin.  
CIGARE. — 8 h. 30. — L'Enfer des Revues.  
ELDORADO. — 8 h. 15. — La Crevette.  
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — La Dame du Commissaire.  
GAITE-ROCHOUART. — Empire, Casino de Paris et NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. — Attractions.  
QUATZ-ARTS. — 8 h. 30. — CHAUMIERE, CAGNI, etc.  
8 h. 45. revues et chansonniers.  
OMNIA PATHÉ (à côté des Variétés). — Spectacle varié de 2 à 11 h. Projections.  
ARTISTIC-CINEMA PATHÉ. 61, rue de Douai. — Tous les soirs, 8 h. 30. Matinées jeudi, dimanche, 2 h. 30.

### VIN de PHOSPHOGLYCERATE de CHAUX

#### DE CHAPOTEAUT. FORTIFIANT STIMULANT

Recommandé Spécialement

aux  
CONVALESCENTS,  
ANÉMIÉS,  
NEURASTHÉNIQUES,  
Etc., Etc.

Dans Toutes les Pharmacies.  
VENTE EN GROS :  
8, RUE VIVIER, PARIS.

JEUNE FILLE, 24 ans, sténo-dactylo, références cinq ans, un an Angleterre, demande emploi sérieux. Ecrire Paillot, 7, boul. Pasteur, La Courneuve (Seine).

M. MARCY, sapeur, 5<sup>e</sup> génie, 2<sup>e</sup> Cie, par Versailles, serait reconnaissant aux personnes évacuées de Saint-Quentin qui pourraient lui donner nouvelles de sa femme et de son enfant.

CAPORAL BLESSE, sortant hôpital, cherche personnes pouvant le recevoir pendant la durée de sa permission. Louis Barbier, caporal, hôpital civil de Redon (Ile-et-V.).

JEUNE HOMME, 18 ans, désire place chauffeur, connaît très bien l'auto. Ecrire Georges, 43, rue de la République, Saint-Denis.

JEUNE FILLE demande emploi écritures ou comptabilité. Ecrire Mlle A. Gondal, 8, rue de Blandin, Paris.

PRIERE « CABOT BRANCARD » donner adresse exacte. Tenons chien à disposition.

COMMERCANT BELGE, réfugié, 38 ans, présentant bien, sérieux, ex-directeur de maison importante, cherche emploi dans usine ou magasin. Ecrire P. Stevens, 28, rue Keller, Paris (11<sup>e</sup>).

PRIERE FAIRE CONNAITRE adresse du curé de Penrenchies (Nord), de retour des régions envahies. — Ch. Julien, 5, rue Marsollier, Paris.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Soc. Anon. des Imp. WELLHOFF et ROCHE, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ANCEAU, directeur.

FEUILLETON DE L' « ŒUVRE »  
du 16 février 1916

## La Captivité

DE  
Grand-père

TEXTE ET DESSINS

de  
LOUIS MORIN

Nampcel est à cinq kilomètres de Moulin-sous-Tout-Vent. Nous y arrivâmes vers une heure du matin. En route, on nous avait annoncé que nous serions enfermés dans l'église, comme nous l'avions été à Moulin. Quand nous y entrâmes, éclairés par une seule bougie, les hommes de Nampcel et de Blérancourt-Delle qui y étaient entassés, au nombre de deux cents environ, se levèrent sur leur séant, réveillés en sursaut, ahuris par l'arrivée de cette bande confuse d'hommes, de femmes et d'enfants escortés de soldats allemands. On leur fit céder un coin et nous nous reposâmes comme nous pûmes, serrés les uns contre les autres, comme de pauvres bêtes que l'on parque sur un marché.

L'église avait été vidée de ses bancs, pour qu'il y eût plus de place. Ils avaient été entassés sur la place où ils servaient pendant l'hiver au chauffage des

Allemands et au nôtre ; le bois de banc des vieilles églises est un bon bois de chauffage ; il est sec depuis des siècles et grésillé convenablement par les millions de mains qui se sont promenées sur lui.

Au petit jour tout le monde se réveilla : les gens se reconnurent et trouvèrent des amis ou des connaissances en ceux qu'ils avaient été disposés à regarder comme des intrus et des gêneurs ; ils surent même dominer une mauvaise humeur bien naturelle en voyant que nos femmes, qui avaient la libre sortie, comme à Moulin, nous rapportaient des légumes pris où il y en avait, c'est-à-dire dans les jardins d'alentour. En bons Français, ils comprirent que chacun doit sacrifier son petit bien à l'intérêt général, qui était en ce moment d'améliorer l'ordinaire, pour éviter les maladies.

Ah ! l'ordinaire, quelle misère ! Il se composait ici de quartiers de chevaux



Ils se leveront sur leur séant, réveillés en sursaut



Les Allemands passaient la visite des prisonniers

morts de fatigue et de blessures, bouillis dans une lessiveuse, mal cuits, mal assaisonnés et servis dans des baquets. Avec cela un kilo de pain KK pour deux jours. Il y avait de quoi perdre l'appétit, si nous n'avions pas eu quelques légumes pour nous réconforter. Grâce soient donc rendues aux propriétaires des jardins de Nampcel !

Le soir, on mettait une bougie dans la lampe au milieu de l'église, qui se transformait de la sorte en suspension de salle à manger. Mais pour bien peu de temps, comme à Moulin, car les Prussiens de Nampcel n'avaient pas meilleure envie de se faire remarquer des canonnières françaises que les Prussiens de Moulin, et nous-mêmes, ne le voyions-nous pas souvent les yeux vers le trou fait à la voûte de l'église ? On dépeçait donc la pittance ; tout de suite on soufflait la « camoufle », comme

des gens économes, et c'était à la lueur d'une lanterne que les Allemands passaient la visite des prisonniers pour voir si personne ne manquait.

Pendant ce rapide dîner, on mangeait sur ses genoux, comme en partie de campagne. L'un de nous s'offrait la table de l'autel. Et, sans que la Divinité s'en soit offensée, je le crois, cette table sainte servit encore de lit à un homme de 79 ans, le père Hocquet, qui arriva à minuit, certain soir, et ne trouva pas dans toute l'église une place assez grande pour y étendre ses vieux membres épuisés. Nous étions tellement tassés les uns contre les autres que les sorties indispensables, pendant la nuit, à tâtons sur tous ces corps allongés, étaient des plus difficiles. On entendait tout à coup les plaintes et les jurons des écra-sés, ou leurs indications : « Pas par là, père Laude !... Plus à votre gauche, la porte ! »

Quelquefois, des chutes soudaines amenaient des cris ou des rires... Bref, on dormait très mal.

Au bout de quelques jours, la paille qu'on avait distribuée au début fut réduite en poussière, et nous commençâmes à souffrir de toute espèce de parasites.

Il y avait pourtant des remarques amusantes à faire, et la gaieté revenait parfois nous visiter.

L'un de nous, plus jeune que moi de trente ans au moins, mais qui possédait une belle barbe blanche, réussit à couper aux corvées en jouant le vieillard impotent. Appuyé sur une canne, il passait des heures immobile, dans l'ombre d'un pilier. Les Allemands l'appelaient le *viellard*, et il évita tous les travaux forcés, grâce à cette barbe pré-



Le vieillard

maturée et à ce bâton qui ne lui servait à rien.

Rudes parfois, ces corvées, dont plusieurs avaient déjà été imposées, dès Moulin, à mes compagnons de captivité. C'était pour enterrer les morts, ou les chevaux crevés, ou pour réparer les routes usées par le passage des canons et des voitures de ravitaillement. A Nampcel, trente familles furent réquisitionnées pour arracher les pommes de terre. On leur avait promis, par jour et par personne, une rétribution de 1 fr. 75 qu'elles ne touchèrent jamais.

(La suite à demain.)